

Gouvernement sache comment la Chambre désire qu'il la représente à ces assises et qu'il soit mis au courant des idées que la population canadienne veut y voir exprimer.

La rigidité du Règlement de la Chambre nous permet difficilement de soulever des questions d'intérêt immédiat de ce genre. Comparativement à la Chambre britannique, nous n'avons que peu d'occasions de le faire.

Le rôle très secondaire qui nous est assigné, surtout en ce qui concerne le sort de l'Allemagne, a soulevé, j'en suis certain, le mécontentement général. On ne saurait souligner trop souvent ni avec trop d'insistance que, dans la guerre contre Hitler, notre pays a fourni des hommes et du matériel presque sans discussion et très certainement sans compter. Il n'est donc que juste et raisonnable de réclamer la reconnaissance des droits du Canada à une entière participation aux négociations des traités de paix et d'exiger une participation absolument proportionnée à notre participation à la guerre.

Nous apportons donc, monsieur l'Orateur, notre entier appui aux protestations que le Gouvernement a déjà formulées contre les restrictions imposées au Canada par les ministres des Affaires étrangères des grandes puissances. Ce qui s'est passé à la Conférence de la paix tenue à Paris en juillet dernier, comme l'a justement signalé l'honorable député de Peel (M. Graydon), est un avertissement, car le rôle auquel on nous a relégués alors a entravé notre liberté d'action, restreint la portée de notre activité et paralysé toute influence que nous aurions pu exercer sur les traités en voie de préparation.

La proposition initiale de limiter le rôle des puissances moyennes à de simples exposés de leurs vues et plus particulièrement la proposition subséquente de l'Union soviétique tendant à modifier la première en ce qu'elle aurait autorisé une participation plus entière des douze petites puissances écrasées par Hitler est, à mon sens, outrageante, surtout si l'on tient compte que cinq de ces puissances sont la Russie blanche, l'Ukraine, la Yougoslavie, l'Albanie et la Pologne. L'Albanie n'est pas encore un pays reconnu par les autorités britanniques ou américaines.

Voilà qui exclurait le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde dont les parlements ou gouvernements ont déclaré la guerre à l'ouverture des hostilités auxquelles ils ont pris part dès le début, alors que l'Union soviétique et d'autres petits pays, en plus de poursuivre une ligne de conduite favorable à Hitler, lui ont fourni pendant près de deux ans des approvisionnements de guerre indispensables.

Nous appuyons donc sans réserve le Gouvernement qui exige une participation entière au règlement du problème de la paix, en ce qu'il

touche l'Allemagne et l'Autriche. Je répète ce que j'ai dit le 30 janvier: on aurait dû inviter les nations traitées sur le même pied que nous à protester de concert avec nous, et même à s'abstenir de présenter des propositions par écrit à la conférence des sous-ministres des Affaires étrangères.

J'insiste là-dessus parce que, à mon sens, les nations éloignées des querelles européennes et territoriales, qui ont fourni un apport précieux pendant la guerre, pourraient rendre de véritables services au cours des entretiens. On l'a constaté à maintes reprises l'automne dernier à l'Assemblée générale des Nations Unies alors que, par exemple, les propositions canadiennes, dont les grandes puissances ne tenaient aucun compte depuis plusieurs semaines, ont mis fin à l'impasse où avait abouti la controverse du désarmement. On ne peut soutenir que le règlement des problèmes européens nous intéresse à peine. Ainsi que l'a signalé l'honorable député de Peel, deux fois en une génération, le Canada a dû sacrifier le sang, la sueur, les larmes de ses enfants à cause de guerres déclenchées en Europe contre notre gré. Donc, la participation entière au relèvement pacifique de ce continent désolé nous intéresse au plus haut point et nous revient de droit.

Le Canada, je le répète, s'intéresse vivement à chaque phase du règlement de la paix. L'univers est un politiquement et économiquement. Si une région du monde demeure dans l'insécurité et le marasme, nous ne jouirons ni de la sécurité ni de la prospérité. L'Europe est dans un état lamentable. Les ravages de la guerre ont provoqué le désordre économique et social ainsi qu'une détresse inconcevable. En Grande-Bretagne, il existe une crise aiguë et en France les perspectives ne sont guère rassurantes. La semaine dernière, 50,000 anciens combattants ont manifesté leur mécontentement à Bruxelles et, d'après les dépêches d'hier, il y a eu là de nouvelles démonstrations. En Italie, la famine et le désordre favorisent la formation de nouveau groupement semi-fascistes. La détresse et les pénuries sévissent en Hongrie en Bulgarie, en Roumanie, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, en Grèce et dans les provinces occidentales de l'Union soviétique, tandis que la famine et la maladie sont les principales causes de malaises en Pologne.

En Allemagne et en Autriche l'état de choses défie toute description. Si je le signale, c'est que pour améliorer les relations politiques, il faut d'abord remettre l'Europe sur pied du point de vue économique. Malheureusement, les déclarations formulées jusqu'ici ne soulignaient pas suffisamment cet état de choses.

Les énormes réparations exigées de l'Italie indiquent bien qu'on cherche à apaiser les